

Éléments de correction de l'ECC n°2 (moy 11,5 [3,5-20], 12 copies < 10)

- 1) **Qu'est-ce qu'un krach boursier ?** Un krach est l'effondrement brutal du cours (ou prix) d'un ou plusieurs marchés (financiers) provoqué par des comportements de panique des détenteurs d'actifs (biens ou titres) suite à la formation d'une bulle spéculative.
- 2) **Qu'est-ce que le déficit public ? Donnez-en un ordre de grandeur pour la France en 2010.** On parle de déficit public lorsque le solde du budget de l'Etat est négatif c'est-à-dire lorsque les dépenses publiques excèdent les recettes publiques (fiscales pour l'essentielles). En 2010, le déficit public de la France s'élevait à 8,5% du PIB c'est-à-dire approximativement à 170 milliards d'€.
- 3) **Qu'est-ce que l'effet de ciseaux du stabilisateur automatique ?** De façon mécanique, sans que le gouvernement n'ait à mener une quelconque politique conjoncturelle (de relance ou de rigueur), le ralentissement de la croissance économique entraîne une contraction des recettes fiscales puisque ces dernières sont assises sur l'activité économique (la TVA pour la consommation, l'impôt sur le revenu, l'impôts sur les bénéfices etc) et une augmentation des dépenses publiques (*ceteris paribus* ↓ croissance = ↓ conso et ↓ production = ↓ emploi = ↑ chômage = ↑ versement indemnités). Ainsi le déficit public s'accroît mécaniquement en période de récession ce qui a un effet contra-cyclique (stabilisateur, cela aplanit le cycle, « limite les dégâts » en cas de récession) c'est-à-dire qu'il joue sur les mêmes canaux qu'une politique budgétaire de relance. Il se passe exactement l'inverse en cas d'accélération de la croissance du PIB.
- 4) **Qu'est-ce que la Loi d'Engel ?** Statisticien allemand, Engel établit en 1857 que plus le revenu d'un ménage augmente, moins la part des dépenses alimentaires dans son budget est élevée.
- 5) **Commentez ce graphique en utilisant le vocabulaire approprié.** Il fallait repérer et nommer la formation d'une bulle spéculative d'avril à septembre 2011 sur le cours de l'once d'or qui passe d'environ 1500 à plus de 1900\$ en 6 mois seulement, puis repérer et nommer ce qui ressemble fort à un début de krach en octobre.
- 6) **Montrez le caractère auto-réalisateur de la formation des bulles spéculatives (schématisation interdite).** La formation des bulles spéculatives est qualifiée d'auto-réalisatrice car l'accroissement du prix de l'actif nourrit lui-même la hausse de la demande qui elle-même fait monter le prix. En effet, lorsqu'une bulle spéculative se forme sur un actif, c'est parce que cet actif est demandé au-delà de l'offre (pour des raisons diverses : pénurie climatique, effet de mode, valeur refuge etc). Selon la « Loi de l'offre et de la demande », quand $D > O$, le prix monte, ce qui, dans le cas d'une bulle spéculative, va déclencher des anticipations de poursuite de hausse, ce qui attire alors davantage de demandes de la part, notamment, de spéculateurs, qui souhaitent acheter pour revendre une fois la hausse suffisante pour empocher des plus-values. Ainsi la demande s'accroît encore, donc le prix augmente encore à son tour, attirant davantage encore de spéculateurs etc.
- 7) **À l'aide de l'exemple de l'automobile, montrez que les anticipations des ménages & des entreprises ont des effets réels sur l'économie.** Dans les périodes de crise économique, les anticipations des ménages sont pessimistes donc ils accroissent leur épargne de précaution ce qui les conduit à réduire leurs dépenses de consommation, notamment des biens & services dont on peut repousser l'achat comme par exemple l'achat d'une voiture neuve. Comme beaucoup de ménages pensent et agissent ainsi, les ventes de voitures neuves s'effondrent en période de crise (d'où la prime à la casse), ce qui va contraindre les industries automobile à réduire leur taux d'utilisation des capacités productives et, à terme, diminuer l'emploi, donc accroître le chômage. En période de crise toujours, les entreprises, quant à elles, anticipent une baisse des ventes et après avoir réduit leur taux d'utilisation des capacités productives, réduisent leur taux d'investissement adressé aux entreprises fabriquant des machines car elles anticipent une poursuite de la faible demande. La crise se diffuse ainsi à tous les secteurs de l'économie, le chômage se propage, dégradant à nouveau les anticipations des ménages et des entreprises (cercle vicieux).
- 8) **Expliquez quelle est l'influence des agences de notation sur les gouvernements des pays de la zone €.** Les agences de notation sont payées par les débiteurs (Etats, entreprises, titres bancaires) pour noter leur solvabilité. Plus la note est bonne (AAA), moins élevé sera le taux d'intérêt et donc moindre sera le coût de l'endettement (le taux d'intérêt étant la rémunération du risque pris par le créancier). Ainsi, actuellement les gouvernements européens scrutent avec attention les perspectives d'évolution de leur note par les agences de notation afin de conserver de faibles taux d'intérêt pour leur dette (afin d'éviter l'effet boule de neige). Les agences de notation regardent notamment les perspectives de croissance et le montant et l'évolution de la dette/PIB pour ajuster la note d'un pays. Ainsi, un gouvernement peut être contraint, de peur que sa note ne soit dégradée, à mener une politique budgétaire de rigueur afin d'envoyer des signaux de bonne volonté aux agences de notation quant à l'évolution de sa dette publique [mais il le fait en total contre-temps de la conjoncture économique (pro-cyclique, effet récessif) puisque de telles politiques sont généralement plutôt utilisées pour maîtriser les tensions inflationnistes de surchauffe économique, c'est-à-dire de croissance dynamique et de plein-emploi].
- 9) **Qu'est-ce que le libéralisme économique, quelle est sa part de responsabilité dans la crise actuelle ?** Le libéralisme économique est un doctrine (ou une idéologie) qui recommande de réduire le plus possible le périmètre d'intervention de l'Etat dans l'économie afin de laisser les forces « naturelles » du marché (ie de la concurrence) s'autoréguler afin d'atteindre un optimum économique (l'allocation des ressources serait alors la meilleure possible) et le bien-être des populations (croissance économique donc hausse du niveau de vie, réduction de la pauvreté...). Cette doctrine forgée au 18^{ème} siècle a eu le vent en poupe dans les années 1980 (au sein de la science économique), et a donné lieu à des mesures de libéralisation (du marché du travail, des services publics, privatisations...), de déréglementation financière et de baisse d'impôts d'abord au Royaume-Uni (1979 premier ministre conservateur Margaret Thatcher) et aux Etats-Unis (1980 Président républicain Ronald Reagan) puis ensuite à l'ensemble des pays développés. Il en a résulté, aux Etats-Unis surtout, un retour des inégalités de répartition des revenus et des patrimoines (en érodant les impôts on érode leur effet redistributif), un détricotage des règles prudentielles en matière bancaire et financière (déclouonnement des activités bancaires, multiplication des produits dérivés –titrisation–, de marchés de gré à gré mal contrôlés, croissance des paradis fiscaux, concentration bancaire...). Ces 2 événements planétaires orchestrés par les « gouvernements libéraux » sont une partie des causes de la crise des subprimes et des dettes publiques européennes aujourd'hui. En effet les fortes inégalités ont généré une classe de super-riches qui ont alimenté les bulles spéculatives (car ils ont un fort taux d'épargne cf. loi Ψ fondamentale de Keynes) pendant que les masses pauvres, bien qu'ayant la plus forte propension à consommer, avaient des dépenses de consommation peu dynamiques, sauf à consommer à crédit, fragilisant ainsi par les 2 bouts le moteur principal de la croissance, c'est-à-dire la consommation. Deuxio, la déréglementation a fait sauter beaucoup de verrous prudentiels ce qui a considérablement accru le risque systémique.

10) **Part ou taux de variation ? Cochez la bonne réponse.**

	19,6% Taux de TVA en France	17% Taux d'épargne moyen des ménages en France au premier trimestre 2011	19% Augmentation du nombre de crimes et délits entre 1990 et 2009 en France	16,69% Taux d'intérêt d'emprunt (à 10 ans) de la Grèce en juin 2011	1,4% Croissance du PIB de la France en 2010	1,9% Taux d'inflation de la France juillet 2010 / juillet 2011	22,8% Taux de chômage des moins de 25 ans en France au premier trimestre 2011	83,2% Dette de la France par rapport au PIB en 2010
Part	X	X		X			X	X
Taux de variation			X		X	X		